

Si vous ne visualisez pas correctement cet email, Cliquez ici (http://andregerin.fr/index.php?option=com_acymailing&ctrl=archive&task=view&mailid=396&key=4fea2bf414e4acdd79bbb168628f653a).

(<http://www.blogandregerin.fr>)

Conférence organisée par le collectif Porex le 24 janvier 2011 :
Compte rendu succinct

Cher(e) Camarade,

Tu trouveras, ci-dessous, le compte rendu succinct de la conférence-débat organisée par le collectif Porex à l'Assemblée nationale le 24 janvier 2012 et animée par Aline Paillet, journaliste.

Fraternellement

André GERIN

Compte rendu de la rencontre-débat
organisée par le Collectif Communiste Porex à l'Assemblée Nationale
le 24 janvier 2012

Un souffle d'air frais contre le consensus pro-impérialiste

Le 24 janvier 2012 a eu lieu à l'Assemblée Nationale une rencontre organisée par le Collectif Communiste Porex sur le thème « Où va la politique extérieure de la France ? Où va la France ? » sous la présidence d'André Gérin, député du Rhône, et animée par Aline Paillet, journaliste, avec des interventions liminaires par :

- Francis Arzalier, historien, pour le Collectif organisateur,
- Nils Andersson, Association française pour le droit international (ADIF)
- Aline Prouteau, association Droit et Solidarité
- Rémy Herrera, économiste, spécialiste de l'Amérique latine

Deux heures de débat ont suivi avec une salle dont la diversité n'empêche pas l'exigence commune de lutter pour la paix et contre l'impérialisme, avec des contributions d'une grande richesse et des intervenants venus de pays et continents très divers (Corée du Sud et Vietnam, Liban et Sahara occidental occupé, Bénin et Cuba, Indonésie, Espagne et Italie, etc.). Nous publierons sur le site du Collectif le compte rendu détaillé de ces échanges dès que les intéressés nous les auront transmises vérifiées. En préalable, l'intervention introductive de F. Arzalier, pour le Collectif :

Intervention de Francis Arzalier, pour le Collectif Communiste Porex

Le Collectif Communiste Porex est une association loi de 1901, indépendante de toute organisation politique. Son objectif est d'être un lieu de rencontre, de débat et de réflexion ouvert à tous ceux qui se considèrent militants anti-impérialistes et qui regrettent la faiblesse en France de cette option politique.

Pourquoi organiser cette rencontre ?

Depuis des mois, la campagne électorale pour les présidentielles est engagée, et, paradoxalement, tous les candidats évitent les sujets de politique extérieure, alors que le futur Président en sera le maître d'œuvre exclusif. Il serait temps que les citoyens français soient consultés à ce sujet.

Nos questions sont nombreuses :

1) Jusqu'à quand devons-nous supporter la conception monarchique en France qui fait des relations internationales et de la guerre un « domaine réservé » du Président, alors que cela ne découle même pas de la constitution ?

2) Les dirigeants français se sont tous depuis 1947 inscrits dans le camp occidental et atlantiste. Mais le général de Gaulle, en son temps, et même le président Chirac en 2003 ont su privilégier parfois l'intérêt national et refuser l'allégeance aux volontés de Washington. Comment accepter la stratégie actuelle du président Sarkozy, la réintégration de cette machine de guerre occidentale dirigée par les USA qu'est l'OTAN, jusqu'à en devenir le fer de lance supplétif ?

3) Comment accepter l'aventurisme guerrier qui a en quelques mois amené les soldats et les bombardiers français à imposer des gouvernements fidèles à l'Occident et à ses intérêts, en Côte d'Ivoire, en Libye, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et sous des prétextes humanitaires d'autant plus mensongers que les « protégés » de la France se sont rendus coupables de crimes de guerre avérés ?

4) Comment évaluer les conséquences néfastes de ces aventures pour l'ensemble des pays du Sahel et du Sahara, déstabilisés par le flux d'armes apportés aux trafiquants de drogue et d'hommes, aux preneurs d'otage, aux groupes intégristes qui mettent en coupe réglée la région ? N'est-ce pas un prétexte idéal pour justifier la présence accrue de troupes françaises ou occidentales en Afrique (déjà un nouveau contingent au Burkina) ?

5) Quelles conséquences dramatiques aurait l'intervention militaire froidement envisagée en Syrie par Messieurs Sarkozy et Juppé, au risque d'un conflit généralisé au Moyen-Orient, voire au monde ?

6) Quand le Parlement et l'opinion vont-ils être enfin informés du coût pharamineux de ces guerres, alors qu'on nous prêche l'austérité soi-disant nécessaire, et des véritables raisons de l'éviction de dirigeants comme Kadhafi, avec lesquels la France s'accordait très bien les années précédentes ? Quels contrats ont été signés à l'issue de ces conflits, avec quelles entreprises, quels concurrents éliminés ?

7) Comment ne pas s'indigner et s'inquiéter de voir la France, à la remorque de l'Allemagne, imposer aux divers peuples de l'Europe la loi des « marchés » spéculatifs, l'austérité budgétaire (« règle d'or ») et jusqu'à leur gouvernement, en faisant ainsi de « l'Europe des 27 » un véritable ensemble colonial, et, bientôt, une poudrière au bord de l'explosion ?

8) Comment espérer stopper la destruction des industries et des emplois en France, si on ne redonne pas à l'état national représentatif la capacité de contrôler la monnaie, l'économie et de protéger les productions françaises ? Comment les lui redonner sinon en dénonçant le carcan des traités européens ?

9) Quand la France rapatriera-t-elle tous ses soldats engagés dans des opérations militaires sanglantes, inutiles et injustifiées, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, au Tchad, et fermera-t-elle ses bases extérieures qui menacent, en liaison avec celles des USA, les peuples d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Iran (bases de Djibouti, d'Abou Dhabi, etc.) ?

10) Depuis 20 ans, les industries nationales produisant pour la consommation des Français ont perdu, par les délocalisations notamment, près du tiers de leurs capacités. Parallèlement, la France reste un des premiers producteurs et vendeurs d'armes au monde, et cherche à développer ses exportations en la matière (Rafale, drones, etc.). Si cette distorsion se poursuit, n'y a-t-il pas un risque de militarisation de l'économie française, avec tous les risques que cela implique pour notre société ?

Voilà un relevé non-exhaustif de questions auxquelles, je l'espère, notre rencontre répondra.

Permanence Parlementaire
27 rue Francis de Pressensé
69190 SAINT-FONS
Tél - Fax : 04 78 67 16 99

Assemblée Nationale
126 rue de l'Université
75355 Paris Cedex 07 SP
Tel: 01 40 63 69 70
Fax : 01 40 63 49 40
depute.andregerin@gmail.com
<http://www.blogandregerin.fr> (<http://www.blogandregerin.fr>)

Pour toute information complémentaire, coordonnées de ses assistants parlementaires,
Jacques DESMOULIN : 01 40 63 69 70 ou 06 87 45 60 26 - Sylviane PLAT : 04 78 67 16 99
ou 06 82 27 65 96

Conception : www.intersed.fr (<http://www.intersed.fr>)

Vous souhaitez vous désinscrire ?